**Un système migratoire global et cohérent peut armer l’Europe contre les menaces des dictateurs et les crises des réfugiés**

**En réponse à l’instrumentalisation étatique des migrants aux frontières extérieures de l’Union européenne, le Comité économique et social européen (CESE) a organisé une conférence sur le sujet, mettant en évidence la dynamique liée à l’européanisation de la politique migratoire. Jusqu’à présent, les dirigeants autoritaires ont instrumentalisé les souffrances humanitaires pour faire pression sur l’Europe, car ils sont conscients des lacunes en matière de politique migratoire sur le continent. Aujourd’hui, l’atmosphère géopolitique exige d’adopter sans plus attendre une politique migratoire commune, globale et cohérente.**

La conférence intitulée «[**Vers une européanisation de la politique migratoire? Enseignements à tirer de l’instrumentalisation des migrants et de la guerre en Ukraine**](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/towards-europeanisation-migration-policy)» s’est tenue en parallèle de la réunion de la section «Relations extérieures», à l’occasion de l’adoption de l’avis consacré à ce thème. Comme l’a cependant fait observer **M. Dimitriadis**, président de la section REX, alors qu’il ouvrait le débat, l’instrumentalisation des migrants par le régime biélorusse n’est pas la première du genre: des abus semblables ont été perpétrés par la Turquie au cours des dernières années à la frontière grecque de l’UE, tandis que la Libye et le Maroc ont fait de même aux frontières italienne et espagnole.

Toutefois, la guerre en Ukraine nous confronte aujourd’hui à un autre phénomène qui va au-delà de l’instrumentalisation des migrants. Face à l’afflux important de réfugiés fuyant la guerre, l’Union et ses États membres adoptent une réponse d’un nouveau genre et font preuve d’un esprit d’unité et de solidarité inédit suscité par la crise ukrainienne, qui devrait être mis à profit pour appréhender les futures crises.

**Christa Schweng**, présidente du CESE, a insisté sur la solidarité encourageante dont font preuve les organisations de la société civile européenne à l’égard du peuple ukrainien et a ajouté que cette situation pourrait constituer un tournant dans la gestion des migrations par l’Union européenne.

«Cette crise des réfugiés a clairement démontré que les migrations ont des répercussions sur tous les États membres. L’Union doit s’appuyer sur cette dynamique pour faire progresser le nouveau pacte sur la migration et l’asile afin de provoquer le changement systémique nécessaire pour élaborer une politique européenne en matière d’asile et de migration qui soit durable, rationnelle et fondée sur les droits», a souligné Mme Schweng.

La géopolitique de la guerre a mis en lumière la nécessité encore plus forte pour l’UE d’agir en tant qu’entité unique. Cette nécessité s’était déjà fait sentir auparavant, avec la pandémie de COVID-19 sans précédent, pendant laquelle l’UE s’est montrée unie, a fait preuve de solidarité par la politique de vaccination et l’établissement de fonds pour la résilience et la relance, et a progressé vers une stratégie commune en matière de santé.

«Les enjeux sont à présent de nature géopolitique. Tout comme la pandémie nous a amenés à unir nos forces, cette guerre produit le même effet sur l’opinion publique européenne, et il s’agit d’une avancée essentielle», a souligné **Margaritis Schinas**, vice-président chargé de la promotion de notre mode de vie européen.«Pour la première fois en Europe, on assiste à l’émergence d’un espace public commun, précisément en raison de cette guerre illégale. D’aucuns pourraient être tentés d’y voir la naissance d’une opinion publique européenne», a déclaré M. Schinas.

En ce qui concerne l’instrumentalisation des migrants utilisée comme arme par les dirigeants autoritaires, M. Schinas a indiqué: «La principale leçon à tirer de nos politiques est que nous resterons une cible tant que nous ne parviendrons pas à mettre sur pied un système migratoire commun et approuvé par tous.»

**Jean Mafart**, directeur des affaires internationales et européennes du ministère français de l’Intérieur, a affirmé que l’espace Schengen est l’une des réalisations les plus précieuses de l’Union. La présidence française œuvre à l’élaboration d’une feuille de route visant à renforcer le rôle et la fonction de Schengen, en présentant deux initiatives législatives importantes, à savoir la révision du code frontières Schengen et la réforme du cadre juridique relatif aux contrôles aux frontières intérieures.

Au cours du débat, les participants ont fait valoir que les réponses politiques apportées à tous ces défis doivent rester fondées sur les valeurs de l’Union et guidées par la force de la démocratie, l’état de droit et le modèle de société que tous les citoyens européens sont prêts à défendre.

